



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 20/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EGGER PANNEAUX ET DECORS

ZI de Blanchifontaine
BP 65
88700 RAMBERVILLERS

Référence : S-23-062RP
Code AIOT : 0006202396

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/12/2022 dans l'établissement EGGER PANNEAUX ET DECORS implanté ZI de Blanchifontaine 88700 RAMBERVILLERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EGGER PANNEAUX ET DECORS
- ZI de Blanchifontaine 88700 RAMBERVILLERS
- Code AIOT : 0006202396
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'inspection s'est livrée à un contrôle documentaire avant de se rendre sur la parc à bois et au sein des stockages couverts (produits finis).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques ;
- conformité des stockages ;
- process de séchage du bois.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.6.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Incidents ou accidents	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.5	/	Sans objet
3	Valeurs limites rejets atmosphériques - Incinérateur	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.1	/	Sans objet
4	Valeurs limites rejets atmosphériques - WESP 1 séchoirs	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.3	/	Sans objet
5	Valeurs limites rejets atmosphériques - WESP 2 presse	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.4	/	Sans objet
6	Maîtrise du fonctionnement des installations de traitement des fumées	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.1.6	/	Sans objet
7	Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 11.2.2	/	Sans objet
8	Poussières séchoirs	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.5.6.3	/	Sans objet
9	Conformité à l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.6	/	Sans objet
10	Conformité des stockages couverts et extérieurs	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/02/2021, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite ne relèvent aucune non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 1.6.3
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant a constitué les garanties financières détaillées ci-dessus par le versement de 5 premières échéances pour un montant 178 818 €.</p> <p>Il reste à verser 4 échéances :</p> <ul style="list-style-type: none">• à constituer pour le 1er juillet 2019 : 44 385 € ;• à constituer pour le 1er juillet 2020 : 44 385 € ;• à constituer pour le 1er juillet 2021 : 44 385 € ;• à constituer pour le 1er juillet 2022 : 44 385 €. <p>Les documents attestant de la constitution de ces incréments seront transmis à l'inspection des installations classées avant chaque anniversaire de la constitution initiale.</p>
Constats : Consulté sur ce sujet lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir constituer les garanties attendues et a communiqué à l'Inspection les documents attestant de ces dernières. Ces documents n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 2.5
Thème(s) : Autre, Incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Deux incidents relatifs aux installations classées sont survenus sur le site en 2022. <p>Le 10 mai 2022, un départ de feu est signalé lors d'un arrêt programmé des installations pour maintenance. Le départ de feu est dû à une projection d'étincelle sur une surface présentant de la poussière et de la parafine et ce, suite à des travaux à la disqueuse à proximité. Le système d'extinction automatique s'est enclenché normalement et l'incident a été maîtrisé par les équipes internes en une trentaine de minutes. Pas d'impact sur l'installation. L'exploitant a notifié l'incident à l'Inspection le même jour et a communiqué un rapport détaillé le 12 mai 2022.</p> <p>Le 08 juillet 2022, un système de détection automatique d'étincelles a décelé un échauffement au sein de la conduite acheminant les poussières dans le brûleur et la chaudière. L'exploitant reporte également une apparition de fumée. Les équipes internes du site sont intervenues et ont résolu l'incident. Pas d'impact sur l'installation. L'exploitant a notifié l'incident à l'Inspection le jour même et a communiqué un rapport détaillé le 25 juillet 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Valeurs limites rejets atmosphériques - Incinérateur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Performance atmosphériques			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes : [...]			
Polluants	Surveillance	Conduit n°1	
		Concentration moyenne journalière en mg/Nm3 à 6 % d'O2	Flux maximal en kg/h
Poussières	en continu	7,5	0,75

Polluants	Surveillance	Conduit n°1	
		Concentration moyenne journalière en mg/Nm3 à 6 % d'O2	Flux maximal en kg/h
Dioxyde de soufre (SO2)	en continu	75	7,5
NOx en équivalent NO2	en continu	250	25
Monoxyde de carbone (CO)	en continu	50	5
COV totaux	en continu	2,6	0,262
Chlorure d'hydrogène (HCl)	en continu	10	1
Fluorure d'hydrogène (HF)	en continu	1	0,1
Ammoniac (NH3)	en continu	15	1,5
Carbone organique total (COT)	en continu	15	1,5
Métaux (Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V) /	trimestrielle	0,45	0,045
Métaux (Cd + Tl) et leurs composés exprimés en Tl /	trimestrielle	0,03	0,003
Mercurure et ses composés exprimés en Hg	trimestrielle	0,03	0,003
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)2	trimestrielle	0,04 ng/Nm3	4 x 10-9
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	trimestrielle	0,01	0,001

Constats : Les résultats de l'autosurveillance communiqués par l'exploitant montrent que les rejets sont conformes pour la chaudière du site en 2022, à l'exception de quelques dépassements ponctuels de moyenne journalière sont constatés sur le paramètre HCl en janvier 2022, l'exploitant a indiqué que ces derniers étaient dûs à une injection de chaux insuffisante. L'installation d'un nouvel équipement en février a conduit l'installation à fonctionner normalement sur le reste de l'année.

Les campagnes de mesures externes (1er semestre) réalisées en février 2022 ne relèvent aucun dépassement des VLE applicables. Les mesures externes réalisées pour le 2ème semestre n'ont pas encore été reçues par l'exploitant (des erreurs de méthode ayant été relevées dans les mesures).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Valeurs limites rejets atmosphériques - WESP 1 - Séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.3				
Thème(s) : Risques chroniques, Performance atmosphériques				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée : [...] <p>La valeur limite d'émission pour les Composés Organiques Volatils totaux est de 110 mg/Nm3 pour un flux horaire maximum de 42,6 kg.</p> <p>La valeur limite d'émission pour le formaldéhyde est de 10 mg/Nm3 pour un flux horaire maximum de 2,13 kg.</p> [...] <p>Les flux de polluants rejetés avant dilution avec les rejets des séchoirs indirects doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p>				
Polluants	Surveillance	Mesure faite sur gaz sec ou gaz humide	Conduit n°4	
			A	Flux maximal en kg/h
Dioxyde de soufre (SO2)	semestrielle et estimation journalière (1)	gaz sec	200	42,6
NOx ou équivalent NO2	en continu	gaz sec	250	53,25
Monoxyde de carbone (CO)	en continu	gaz sec	200	42,6
Chlorure d'hydrogène (HCl)	trimestrielle	gaz humide	10	2,13
Fluorure d'hydrogène (HF)	trimestrielle	gaz humide	1	0,213
Métaux (Cd + Hg + Tl) et leurs composés	trimestrielle	gaz humide	0,1 (2)	0,0305 (3)
Métaux (As + Se + Te) et leurs composés	trimestrielle	gaz humide	0,1	0,0305
Métaux (Pb)	trimestrielle	gaz humide	1	0,305
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)	trimestrielle	gaz humide	1	0,305
Dioxines et furannes (PCDD/PCDF)	trimestrielle	gaz humide	0,02 ng/Nm3	6,1 x 10-9
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	trimestrielle	gaz sec	0,01	0,00213
Constats : Les résultats de l'autosurveillance communiqués par l'exploitant montrent la conformité des rejets pour les séchoirs. Les campagnes de mesures externes du premier trimestre, réalisées en février 2022, ne relèvent aucun dépassement des VLE applicables.				
Type de suites proposées : Sans suite				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 5 : Valeurs limites rejets atmosphériques - WESP 2 presse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 3.2.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Performance atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Afin de réduire les émissions de COV liées à la presse CONTI, il est mis en place un système de collecte, de canalisation et de traitement des effluents gazeux aussi bien le long qu'à la sortie de cette presse. Les valeurs limites d'émissions sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• pour les Composés Organiques Volatils totaux : 100 mg/Nm3 pour un flux horaire maximum de 9,39 kg ;• pour le formaldéhyde : de 2 mg/Nm3 pour un flux horaire maximum de 1,41 kg ;• pour les poussières : de 15 mg/Nm3 pour un flux horaire maximum de 1,41 kg . <p>Un bilan des mesures réalisées est transmis semestriellement à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
Constats : Les campagnes de mesures externes des émissions de la presse Conti, réalisées en mars 2022, ne relèvent aucun dépassement des VLE applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maîtrise du fonctionnement des installations de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 9.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, Systèmes de traitement des fumées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des fumées d'incinération doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les contrôles en continu portent au moins sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• débit d'injection des réactifs de traitement ;• perte de charge du filtre à manches ;• température des fumées à l'entrée des installations de traitement.
Constats : Ces points n'appellent pas d'observation. L'exploitant suit la disponibilité de son système de traitement des fumées pour l'installation d'incinération (chaudière). A date du contrôle, l'exploitant relevait 4 heures d'indisponibilité pour son système, pour l'année 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 11.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Au plus tard trois mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant met en place un plan de surveillance qui porte sur les rejets des installations sur le milieu environnant. Ce plan porte a minima sur les effets sur l'air ambiant, les retombées au sol, les concentrations dans les végétaux et le lait.</p> <p>[...]</p> <p>La surveillance portera au minimum sur les substances suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• les poussières ;• les métaux (Cd, Tl, Hg, Sb, As, Pb, Cr total, Cr VI, Co, Cu, Mn, Ni, Va, Zn) ;• les dioxines et furanes ;• les HAP. <p>[...]</p> <p>Les prélèvements et analyses devront être effectués a minima une fois par an sur une période minimale de 14 % de l'année.</p>
Constats : Ces éléments n'appellent pas d'observation. Lors de la visite l'Inspection est revenue sur la campagne de mesure de 2021 (rapport daté de février 2022). Le cadre de la surveillance environnemental est conforme aux attentes. Les résultats des mesures ne permettent pas de mettre en évidence un éventuel impact des retombées atmosphériques des installations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Poussières séchoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.5.6.3
Thème(s) : Autre, Process
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant ne procède pas au séchage simultané de bois frais et de bois recyclé à l'intérieur d'un même séchoir. L'exploitant met en place des dispositions techniques et organisationnelles permettant de minimiser la présence de zones d'accumulation de copeaux sans renouvellement (zones mortes) dans les silos coupe-feu. [...]
Constats : L'Inspection s'est essentiellement attachée à contrôler l'origine des poussières utilisées au sein de processus de fabrication de pellets. En l'espèce, les installations de séchage de bois frais et de bois recyclées sont physiquement distinctes et séparées pour des raisons de qualité. Seules les poussières résultants du séchage du bois frais sont utilisées dans le process de fabrication de pellets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Conformité à l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/11/2018, article 8.1.6
Thème(s) : Risques accidentels, EDD et MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.</p>
Constats : L'Inspection a sollicité l'exploitant sur les opérations de vérification des mesures de maîtrise des risques suivantes : <ul style="list-style-type: none">• MMR 1.5 – Arrêt du brûleur de la chaudière et fermeture de la vanne d'alimentation gaz en cas de détection d'une fuite de gaz dans les cellules de la chaufferie ;• MMR 1.11 – Arrêt du brûleur de la chaudière dans le cas du dépassement d'un seuil de sécurité haut pour la température. <p>L'étude de dangers du site indique pour ces MMR instrumentées que les chaînes de détection doivent être testées tous les ans.</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter un audit de conformité des MMR susmentionnées. Cet audit a été réalisé courant 2022. Les résultats de cet audit n'appellent pas d'observation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Conformité des stockages couverts et extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 08/02/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société EGGER PANNEAUX & DÉCORS dont le siège social est situé Avenue d'Albret à RION LES LANDES CEDEX 01 – 40371, est mise en demeure de respecter sous un délai de six mois, pour l'exploitation de ses installations sises sur les communes de Jeanménil et Rambervillers, les prescriptions des articles 8.5.6.1 et 8.5.6.2 de l'arrêté préfectoral modifié n° 2358/2018 du 15 novembre 2018.</p> <p><u>Article 8.5.6.1 – Stockages couverts :</u></p> <p>[...]</p> <p>Les matières stockées en masse ou en vrac forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none">• la surface maximale des îlots au sol est de 500 mètres carrés ;• la hauteur maximale de stockage est de 6,7 mètres ;• la distance minimale entre deux îlots est de 2 mètres. <p>Les matières stockées en rayonnage ou en paletier respectent les deux dispositions suivantes sauf si un système d'extinction automatique est présent :</p> <ul style="list-style-type: none">• la hauteur maximale de stockage est de 8 mètres ;• la distance minimale entre deux rayonnages ou deux paletiers est de 2 mètres. <p><u>Article 8.5.6.2 – Stockages extérieurs :</u></p> <p>Une distance minimum de 10 mètres par rapport aux parois des bâtiments ou de leur structure est respectée. Elle est de 25 mètres dans les autres cas, ou supérieure à la valeur de la distance permettant de ne pas soumettre les bâtiments aux effets dominos au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 générés par les stockages extérieurs. Cette distance est déterminée en utilisant la méthode de calcul FLUMILOG référencée dans le I de l'article 5.</p> <p>Les stockages extérieurs, qu'ils soient en masse ou en vrac, forment des îlots qui respectent les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• la surface maximale des îlots au sol est de 2 500 mètres carrés ;• la hauteur maximale de stockage est de 6 mètres ;• la distance entre deux îlots est de 10 mètres minimum. <p>[...]</p>
<p>Constats : Les prescriptions relatives aux stockages extérieurs (parc à bois) et couverts (produits finis) sont respectées.</p> <p>Le nouveau marquage au sol du stockage couvert permet de s'assurer du respect des dimensions applicables :</p>



S'agissant du parc à bois, les hauteurs de stockage maximales, tirées de la dernière version de l'étude de dangers du site, sont reportées dans la consigne interne de l'exploitant :



Consignes à l'attention des conducteurs d'engins sur le parc à bois

Conformément aux prescriptions réglementaires, les stocks de bois doivent respecter les tailles précisées sur le plan ci-dessous ainsi que les hauteurs de stockage maximum suivantes :

- Sciure : 6m
- Plaquettes : 10m
- Recyclage : 10m
- Bois rond : 6m

L'Inspection n'a pas relevé de non-conformité aux distances d'éloignement prescrites ou aux surfaces maximales applicables aux îlots de stockage. L'Inspection considère donc que l'arrêté de mise en demeure n° 117/2021/DREAL/UD88 du 08 février 2021 est désormais sans-objet.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet